

PRECAIRES DE L'EDUCATION NATIONALE

L'intersyndicale fait sa rentrée

La rentrée scolaire s'annonce comme un dur retour à la réalité pour les précaires de l'Education nationale avec 343 postes supprimés effectifs dès le 28 janvier. L'intersyndicale reprend son combat et appelle à la grève et à la mobilisation dès lundi prochain devant le rectorat à 11 heures.

Lundi, c'est la rentrée scolaire. Tandis que les marmailles et enseignants préparent leurs cartables et cahiers, les syndicats reprennent leurs banderoles. Car pour eux aussi, c'est la rentrée.

Une rentrée qui commence sur les chapeaux de roues avec dès le jour de la rentrée, le lundi 28 janvier, un rassemblement devant le rectorat à 11 heures pour défendre les précaires de l'Education nationale.

Et a fortiori, parce que 343 postes ont été supprimés pour cette rentrée de janvier. 1 000 autres contrats ne seront pas renouvelés fin juin. «Aucun établissement ne peut fonctionner sans son personnel», précise Christian Picard, secrétaire départemental de la FSU. Deux à quatre postes sont à dénombrer, lundi, dans les établissements. Soit du personnel en moins aux cantines, à l'accueil, à la sécurité et au nettoyage.

Patrick Corré, secrétaire de la SGPEN-CGTR donne un exemple : « Au lycée Roches-Maigres, il n'y a plus personne pour payer les bourses des é-



L'intersyndicale (composée de FSU, SGPEN-CGTR, SGEN, CFTD, FO, SAIPER, SNETAA, Sud Education, SCENRAC-CFTC et la SAFPTR) appelle tous les secteurs de l'Education nationale à la mobilisation dès la rentrée.

lèves.» Christian Picard lance : «Il va y avoir des remous lors de cette rentrée 2008.»

Plainte déposée

Une prévision que confirme Marie Hélène Dor, secrétaire départementale adjointe à la FSU : «Nous reprenons la même dynamique commencée avant les vacances. Le préavis de grève illimitée est reconduit. Le 28 janvier sera une journée forte avec des débrayages et des assemblées générales dans les établissements. C'est le premier acte de la mobilisation qui va se renforcer durant tout le premier trimestre 2008.»

Mercredi, l'intersyndicale a rencontré le recteur. Une rencontre qui n'a nullement apaisé la situation. Au contraire.

«C'est du foutage de gueule, déclare Patrick Corré. La précarité dans les établissements scolaires est annoncée, préparée, acceptée et désirée. Nous avons l'académie la plus précarisée de France. C'est un véritable mépris pour la société réunionnaise. Le rectorat permet à une cinquantaine de personnes de plus de 50 ans de prolonger leur situation précaire d'un an. Cela, si on compare aux autres chiffres et autres suppressions de postes, c'est peanuts, c'est rien.»

Plus que jamais, il faut dé-

fendre les personnes précaires qui travaillent depuis plus de dix ans dans ces établissements sans formation ni intégration, insiste Patrick Corré. Nous allons nous battre, non seulement pour les 1 000 non-renouvelements mais aussi pour la réintégration des postes supprimés.»

Cette bataille se traduit non seulement pas des grèves, des manifestations et des revendications mais aussi par une démarche juridique. « Nous avons porté plainte pour non respect du contrat au tribunal administratif et aux prud'hommes. » La machine à combattre de l'intersyndicale est en route.

Jennifer BODEREAU